



Mesdames, Messieurs,

Chers amis producteurs, délégués, membres du conseil d'administration, invités, partenaires et collègues des autres provinces. Merci à tous d'être présents à cette assemblée générale annuelle.

On dit souvent que l'agriculture est le plus beau métier du monde, et c'est vrai! Nous avons le privilège de travailler en étroite contact avec la nature. Nous sommes nos propres patrons et nous avons la satisfaction de voir les résultats concrets de nos décisions et de notre travail tous les jours. Par-dessus tout, nous avons la très grande fierté d'être à la source des aliments qui nourrissent nos concitoyens. Malgré le fait que nous ayons parfois l'impression de ne pas être reconnus à notre juste valeur, avec les pompiers et les travailleurs de la santé, nous sommes au sommet du palmarès de la confiance des citoyens, sondage après sondage.

Mais notre métier peut aussi être terriblement dur et stressant. Et c'est particulièrement le cas depuis un an. La baisse de nos revenus, le laxisme du gouvernement dans le contrôle des frontières et l'application des standards fromagers, ainsi que la conclusion d'une nouvelle entente de libre-échange, le Partenariat transpacifique, qui ajoute des concessions d'accès à nos marchés après celles données à l'Union européenne, tout ça génère beaucoup de frustrations, d'incertitude et même de détresse dans nos rangs. Il faut être fait fort pour demeurer positif comme producteur laitier présentement.

L'agriculture n'est pas un secteur de l'économie comme les autres. Nous travaillons avec le vivant et notre niveau de production peut varier énormément en fonction des conditions climatiques. Notre produit est hautement périssable. Le lait, encore plus. Quand il est tiré, il faut le vendre. Nous sommes toujours de nombreux petits producteurs, malgré la taille des fermes qui augmente, vis-à-vis des acheteurs de plus en plus concentrés. Tout seuls et désorganisés, on est des preneurs de prix.

C'est ce qu'on appelle l'exception agricole.

La Commission Héon, qui enquêtait sur les conditions de mise en marché agricole au Québec dans les années 50, avait conclu que l'agriculture devenait une affaire payante une fois que le produit avait quitté les mains des agriculteurs.

C'est à la suite de cette commission qu'on a obtenu la loi sur la mise en marché des produits agricoles. La loi nous permet de nous organiser collectivement pour négocier les conditions de vente de notre produit. Avec les pouvoirs que la loi accorde aux producteurs qui le décident démocratiquement, on peut mettre en place des agences de vente centralisées et obligatoires pour rétablir un certain rapport de force avec nos acheteurs. Dans le lait et dans quelques autres productions, on a ajouté la gestion de l'offre, pour ajuster notre production aux besoins du marché et éviter les surplus, qui font chuter brusquement les prix.

C'est avec la mise en marché collective et la gestion de l'offre que nous avons réussi à stabiliser et améliorer nos revenus dans le lait. C'est cette politique agricole qui nous permet de vivre de la vente de notre produit dans le marché et d'en tirer un juste revenu, sans subvention.

Ce qui était vrai dans les années 50, cette exception agricole, est encore vrai aujourd'hui. Mais voilà que depuis le milieu des années 80, on fait face à des pressions intenses pour la libéralisation des marchés. De plus en plus de gouvernements, au cours des trente dernières années, ont décidé de traiter l'agriculture comme n'importe quel autre secteur de l'économie. Ils ont écouté les économistes libéraux qui croient que le libre marché peut tout régler.

Au Québec et au Canada, nous avons résisté à ce courant avec succès jusqu'à ce jour, mais la pression est extrêmement forte et nous ne sommes plus totalement à l'abri de cette mondialisation des marchés.

Depuis deux ans et demi, on a subi le stress de deux négociations de libre-échange, coup sur coup, avec la menace de voir notre gouvernement abandonner complètement la gestion de l'offre et d'importantes concessions faites sur notre dos par le Canada pour conclure des ententes.

En additionnant la concession faite à l'Union européenne à celles accordées aux pays du Partenariat transpacifique (PTP), ce sera l'équivalent de 6 % de notre marché actuel et des pertes de revenus récurrentes de quelque 400 millions de dollars que nous subissons au terme de l'entrée en vigueur de ces ententes.

Qu'est-ce que le Canada gagnera vraiment avec l'accord signé avec l'Europe et dans celui du PTP? Seul l'avenir nous le dira. Certains soulèvent des doutes sur les gains nets, réels, que nous en retirerons. La semaine dernière, un article du *Globe and Mail* dévoilait une analyse interne du gouvernement fédéral qui concluait qu'au mieux, le Canada gagnerait des accès à certains marchés asiatiques, mais qu'il perdrait son accès exclusif au riche marché américain, qu'il devra désormais partager avec neuf pays de plus que le Mexique dans l'ALENA. Et chaque nouvelle entente nous retire un peu de notre souveraineté décisionnelle. Chose certaine, les pertes du secteur laitier seront réelles et nous n'avons rien à gagner au change.

Le gouvernement Trudeau a présenté son premier budget il y a quelques semaines à peine. Rien de provisionné pour les compensations annoncées par l'ancien gouvernement pour les pertes des producteurs. Le ministre MacAulay a reconnu qu'il faudrait compenser les secteurs sous gestion de l'offre qui ont été identifiés parmi les perdants de ces accords commerciaux. Le gouvernement devra respecter ses engagements.

Le prolifique M. Charlebois, Sylvain de son prénom, a écrit la semaine dernière une xième opinion pour les journaux. Il écrit que le Canada devrait réformer la gestion de l'offre pour devenir une économie commerciale plus ouverte. Rien dans son texte n'appuie cette proposition, sauf les préjugés et les lieux communs habituels.

Ce qui était vrai dans les années 50 à propos de l'économie agricole est toujours vrai aujourd'hui. L'agriculture n'est pas un secteur de l'économie comme les autres. Il nécessite un traitement différencié. L'exception agricole existe toujours.

La crise laitière mondiale qui n'en finit plus, la deuxième depuis celle de 2008, en est la plus éloquente démonstration.

L'an dernier à notre assemblée, le producteur de lait américain, Bill Rowell, du Vermont, est venu témoigner de cette crise qui ravageait déjà le secteur laitier de nos voisins. M. Rowell n'est pourtant pas un petit producteur. Il tire près de 1 000 vaches et vend plus de 25 millions de livres de lait annuellement. Son prix de vente était passé de 27 \$ du 100 lb en 2014 à environ 17 \$ du 100 lb. Une chute de prix de près de 37 %. Faites le calcul. Sur un an, ça fait plus de deux millions de baisse de revenu pour sa ferme. Le site Internet du Hoard's Dairyman, la revue laitière américaine, publie un prix moyen de 17 \$ le 100 lb pour le mois de janvier 2016 aux États-Unis. Et la situation ne s'améliore pas. En avril, les prix des classes 1 à 4 variaient de 12,74 \$ à 13,74 \$ du 100 lb, malgré une demande à la hausse. Un an plus tard, les producteurs de lait américains en sont au même point. La situation ne s'est pas améliorée. Comme au Canada, les ventes de produits laitiers sur le marché intérieur américain sont à la hausse. Ils exportent moins de 15 % de leur production totale, mais le marasme du marché international fait chuter le prix de toute leur production laitière.

En Nouvelle-Zélande, c'est pire encore. Ils dépendent totalement du marché mondial. Plus de 90 % de leur production est exportée. Depuis un an, ils subissent une baisse de prix de l'ordre de 45 % à 50 %. La dette des fermes a triplé en trois ans et 85 % des producteurs produisent à perte depuis plus d'un an. Au début mars, leur ministre de l'Agriculture, un ultralibéral, a refusé toute intervention de l'État pour amortir l'impact. Son message aux producteurs : « Arrangez-vous avec les banques! »

Pour expliquer la crise, les Néo-Zélandais pointent du doigt l'Europe, qui produit désormais sans quotas et qui continue de subventionner son agriculture. Les quotas européens ont été définitivement abolis en avril 2015. La décision avait été prise en 2007, sous la pression des pays les plus libéraux : le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, l'Irlande et l'Allemagne, qui voyaient l'avenir du secteur dans les marchés d'exportation. Le niveau des quotas a été augmenté tous les ans de 2007 à 2014 pour soi-disant préparer un atterrissage en douceur. Les subventions liées à la production ont été transformées en paiements directs sur la base des superficies, peu importe le type et le niveau de production ou les prix du marché. Le prix a été aligné sur les prix du marché mondial.

Je rappelle que le marché mondial des produits laitiers ne représente qu'environ 8 % de la production laitière dans le monde. On laisse le prix de plus de 90 % de la production mondiale s'établir en fonction d'un marché marginal.

Après avoir vécu une première crise en 2008-2009, les producteurs de lait européens sont de nouveau plongés dedans jusqu'aux yeux! Les prix, déjà bas en 2014, ont baissé de plus de 15 % en 2015 et de 8 % depuis le début 2016. Tout un atterrissage en douceur.

Ceux qui crient le plus fort sont les Français. On a aussi vu des manifestations en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et en Italie. Les Français et aussi des organisations européennes de producteurs réclament un retour à la gestion de l'offre. Mis à part 500 millions d'euros de subventions *ad hoc* annoncées en septembre dernier, qui s'ajoutent à celles qu'ils reçoivent en vertu de la Politique agricole européenne, ils n'ont rien obtenu qui puisse régler la crise.

En fait, pour les fonctionnaires et une majorité de politiciens de l'Union européenne, c'est la loi du plus fort qui s'applique. La restructuration accélérée de la production par l'abandon des plus faibles est un passage obligé. Le commissaire européen à l'agriculture, un Irlandais, a offert une fin de non-recevoir aux partisans d'un retour des quotas. L'Irlande fait le pari que son climat très favorable à la production de lait sur pâturage lui permettra de devenir la

Nouvelle-Zélande de l'Europe et vise à augmenter de 50 % sa production au cours des prochaines années. Autrement dit, tant pis pour les autres. Ils peuvent bien crever.

L'Union européenne ne permettra qu'une gestion de l'offre temporaire et volontaire aux producteurs. Pas question non plus de permettre aux producteurs de regrouper plus de 30 % du lait d'un pays ou 3 % du lait de l'Europe pour négocier de meilleures conditions de vente. C'est comme si on attachait un lutteur les mains dans le dos et qu'on l'envoyait dans l'arène avec Hulk Hogan.

On laisse les grandes entreprises européennes grossir sans limites, mais on craint comme la peste que les producteurs se regroupent pour avoir un impact réel sur leur mise en marché. C'est ça la loi du marché!

La crise laitière se résorbera sans doute un jour, mais ce ne sera que pour revenir peut-être plus forte encore, et ce seront toujours les producteurs qui en paieront le prix.

Le 23 mars dernier, Fonterra a déclaré des profits records en hausse de 123 % pour la première moitié de son année financière, alors que ses producteurs sont endettés jusqu'au cou et produisent à perte. La coopérative a annoncé le versement d'un dividende à ses membres, mais malgré ça, ils finiront leur saison de production avec un prix moyen 20 % inférieur à leurs coûts.

Même si nous ne vivons pas des conditions aussi extrêmes, cette crise et d'autres facteurs affectent nos revenus de manière importante depuis plus d'un an maintenant. Nous avons subi une baisse de nos revenus de l'ordre 7 % en 2015-2016.

Je sais que plusieurs producteurs ont des difficultés de trésorerie en raison de cette crise de revenu qui perdure. Particulièrement les jeunes, qui ont beaucoup investi pour démarrer, mais pas seulement eux.

Une part importante de cette chute de prix vient de la crise actuelle sur le marché mondial. Le prix de nos classes spéciales, qui représentent près de 10 % de nos ventes totales, fluctue selon les prix américains ou les prix mondiaux. On n'a pas vraiment de pouvoir là-dessus. Il faudra que les prix se redressent sur ces marchés pour espérer une embellie.

Une bonne part de ces mauvais prix, nous la devons au laxisme et à l'incohérence de notre gouvernement fédéral. L'augmentation des importations de concentrés protéiques, qui remplacent une portion croissante de la protéine canadienne dans nos fromages et notre yogourt, grossit les surplus de poudre de lait écrémé qui doivent être écoulés pour l'alimentation animale à prix ridicules.

Depuis 2007, il y a des normes qui limitent l'ajout de protéines laitières qui ne proviennent pas directement du lait dans les fromages au Canada. Ces concentrés secs de protéines de 85 % et plus de caséines laitières sont considérés comme des ingrédients.

Pour contourner la norme sur les fromages tout en profitant de l'exemption des tarifs douaniers, nos amis américains ont conçu le lait diafiltré. Selon l'Agence des services frontaliers du Canada, le lait diafiltré est l'équivalent, sur une base sèche, des concentrés en poudre à 85 % et plus de protéines. L'Agence l'a donc classé comme une matière protéique de lait, un ingrédient qui est soustrait aux tarifs.

Une fois au Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments traite cet ingrédient comme si c'était du lait dans l'application des normes fromagères.

Si l'incohérence et le ridicule tuaient, il y aurait de la mortalité quelque part dans certains bureaux. Ou bien c'est du lait et il est soumis aux tarifs douaniers, ou bien c'est une matière protéique, un ingrédient, dont l'ajout est limité dans les fromages au Canada.

Je vais demeurer poli. C'est une situation extrêmement frustrante pour les producteurs de lait. On n'a plus de patience en réserve. La réserve est vide.

Le problème est connu. Il est publiquement reconnu par le gouvernement fédéral. Le ministre a dit devant tous les représentants des producteurs et ceux des transformateurs à Ottawa que le lait diafiltré était un ingrédient. Le lendemain, son bureau écrivait dans une déclaration envoyée à la *Terre de chez nous* que, et je cite : « Selon les normes compositionnelles du fromage, il n'a jamais été dans les intentions que le lait diafiltré soit utilisé au lieu du lait. » Fin de la citation.

On entend dire à travers les branches que certains au gouvernement ou dans la fonction publique freinent la mise en place de la solution par crainte de la réaction américaine. Ce règlement s'applique indistinctement aux ingrédients importés ou canadiens et concerne la composition des fromages vendus au Canada. C'est une question de souveraineté nationale.

Le père de notre premier ministre avait déclaré un jour à l'occasion d'une visite aux États-Unis : « Être votre voisin, c'est comme dormir avec un éléphant; quelque douce et placide que soit la bête, on subit chacun de ses mouvements et de ses grognements. »

Ces dernières années, l'éléphant s'est fait plus menaçant que jamais.

Les Américains n'ont pas de leçons d'ouverture au commerce à nous donner. S'il y a des leçons que nous pourrions prendre d'eux, c'est plutôt de protectionnisme.

Dans l'accord récent du Partenariat transpacifique, toutes proportions gardées, le Canada a concédé deux fois plus d'accès que les Américains à ses marchés du fromage et du beurre. Les États-Unis ont pris bien soin de ne pas éliminer leurs tarifs douaniers avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie, deux puissances laitières mondiales. Le Canada importe à l'heure actuelle près de 8 % de ses besoins en produits laitiers alors que les États-Unis en importent moins de 4 %. Les importations canadiennes de produits laitiers se sont élevées à près de 200 000 tonnes en 2015, dont près de 150 000 tonnes en provenance des États-Unis. Soixante-quinze pour cent de nos importations de produits laitiers proviennent déjà de nos voisins.

Notre message au gouvernement Trudeau est clair et simple : prenez vos responsabilités, exercez votre souveraineté nationale et appliquez votre réglementation.

La gestion de l'offre est une politique agricole canadienne légitime. Au moins aussi légitime que le *Farm Bill* américain, l'utilisation de la main-d'œuvre immigrante illégale, les subventions cachées d'approvisionnement en eau pour produire du lait dans des zones sèches du sud-ouest des États-Unis ou que la Politique agricole commune de l'Union européenne. C'est une réponse efficace au problème agricole, à l'extrême volatilité des prix et l'insuffisance des revenus. Avec la gestion de l'offre, on a réussi à stabiliser et à améliorer les revenus des producteurs. On a pu vivre de la production et de la vente de notre lait sur le marché, décemment, sans subvention.

Au plan technique, nous n'avons rien à envier aux plus grands pays producteurs de lait dans le monde. La génétique laitière canadienne est reconnue partout dans le monde. La qualité de notre lait est en amélioration constante. Nous investissons dans les dernières technologies.

Nous avons implanté au cours des dernières années le programme Lait canadien de qualité, LCQ, qui vise la gestion et le contrôle des risques liés à la salubrité du lait et de la viande à la ferme. D'ici six ans, nous compléterons l'implantation d'un programme de certification indépendant, obligatoire pour tous les producteurs de lait canadiens, le programme proAction. Ce programme assurera le respect de règles strictes sur la qualité, la salubrité et l'innocuité, le bien-être animal, la traçabilité, la biosécurité et l'environnement.

Notre marché est en croissance. Nous produisons localement des produits laitiers de grande qualité, qui font travailler des gens de chez nous, dans toutes les régions du pays.

Nous générons, au Québec seulement, 83 000 emplois, nous contribuons à hauteur de 6,2 milliards de dollars au PIB et nous procurons aux trois paliers de gouvernements 1,3 milliard de retombées fiscales. Je mets au défi tous les journalistes d'enquête de trouver le nom d'un producteur de lait dans les Panama Papers. Nos taxes et nos impôts sont payés au Canada. Nos fermes ne seront pas délocalisées. L'argent qu'on perd à cause du laxisme du gouvernement, c'est de l'argent en moins dans ses coffres, c'est de l'emploi en moins au Canada, dans les régions du pays.

C'est peut-être une vieille maxime, mais elle n'est pas moins vraie, surtout quand on voit l'état du secteur laitier mondial. Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras.

Avant de conclure, un mot sur la négociation nationale avec les transformateurs. C'est un cliché, mais je le dis parce qu'il est profondément vrai. Nous sommes condamnés à nous entendre. Il le faut, pour valoriser ces millions de kilos de surplus de solides non gras. Il le faut, pour permettre la modernisation de nos infrastructures de transformation, pour le maintien d'une gestion de l'offre efficace et profitable pour tous. Il n'y aura pas de solution viable unilatérale ou provinciale si une province est laissée sur la ligne de côté, si une entente ne favorise qu'une province ou qu'un groupe de transformateurs, si tous ne concèdent pas et ne gagnent pas équitablement. Ce sera le chaos et la crise. Ce ne sera pas un climat propice à l'investissement à long terme.

Nous continuons de travailler à une solution nationale. Je fais appel à nos partenaires transformateurs et à toutes les provinces canadiennes pour faire les efforts et les compromis nécessaires à la conclusion de cette entente.

Je l'ai dit en amorçant mon message et je le répète en terminant, il faut être fait fort pour être producteur laitier, et optimiste et confiant, par les temps qui courent.

Pourtant, ensemble, forts et unis, nous sommes capables de réaliser de grandes choses. Je suis particulièrement fier des producteurs de lait québécois et de leur résilience, de leur combativité, de leur détermination à se battre pour conserver notre modèle équitable, la mise en marché collective et la gestion de l'offre. Je veux profiter de l'occasion pour remercier aussi de leur appui dans la campagne Forts et unis nos organisations, l'UPA en particulier. Nous avons une organisation forte et unie, unique, et nous devons la conserver coûte que coûte. Les PLC aussi et nos partenaires, fournisseurs de services, transformateurs, les 59 entreprises qui nous appuient dans notre lutte. Un remerciement particulier à Agropur, le plus gros

transformateur au pays, et au ministre de l'Agriculture du Québec, ainsi qu'à plusieurs politiciens fédéraux qui sont à nos côtés.

Il manque peu de choses pour que notre secteur reparte sur une lancée positive pour plusieurs années. Une des plus importantes est entre les mains du gouvernement de M. Trudeau. Une solution pour le dossier du lait diafiltré doit être annoncée d'ici les deux ou trois prochaines semaines. Entendez-nous bien M. Trudeau, nous n'abandonnerons jamais. Et si vous faites la sourde oreille, nous irons plus près et nous parlerons plus fort. Nous avons été plus que patients. Il est temps de livrer.